

En effet, il y a eu une augmentation incessante des forces militaires à l'intérieur du Koweït, au point où plus de 50 % des troupes iraqiennes semblent s'y trouver maintenant, et qu'absolument rien ne laisse envisager la possibilité d'un retrait. Et il y a pire. Nous avons tous pu voir récemment que la brutale occupation du Koweït se poursuit, et que les forces iraqiennes continuent de violer toutes les normes de comportement civilisé et les droits de la personne.

Lors de la dernière réunion du Comité axée sur la crise, nous avons décrit les interventions diplomatiques qui avaient eu lieu, notamment mon propre déplacement dans la région, juste avant et pendant l'adoption de la résolution 678 du Conseil de sécurité. Depuis lors, un certain nombre de dirigeants étrangers, dont le Président Chadli Bendjedid d'Algérie, se sont efforcés de trouver un moyen pacifique de résoudre la crise, toujours sur la base des résolutions du Conseil de sécurité. J'ai bien peur que leurs efforts n'aient pas obtenu les résultats espérés, et, malheureusement, ils sont de plus en plus persuadés que l'Iraq est bien décidé à s'accrocher au Koweït à tout prix.

L'attitude de l'Iraq à l'égard des discussions avec les États-Unis, qui avaient été proposées par le Président Bush, il y a un mois, est certes des plus inquiétantes. Bien que Saddam Hussein ait d'abord accepté la proposition, ce qui était un signe encourageant, il a par la suite refusé de s'entendre sur une date raisonnable, et a voulu fixer des conditions préalables aux discussions, montrant ainsi, hélas, qu'il n'est pas prêt à entamer sérieusement le dialogue.

Pendant ce temps, la coalition internationale formée contre l'Iraq reste ferme. Malgré les tentatives iraqiennes de rompre l'entente, les gouvernements régionaux et autres ont prouvé qu'ils étaient bien décidés à continuer à s'opposer ensemble à l'invasion et à l'annexion du Koweït. Certains commentateurs ont avancé que cette détermination collective a peut-être été affaiblie par l'annonce récente de la démission du ministre des Affaires étrangères soviétique, M. Shevardnadze. Je reste cependant convaincu que l'appui de l'Union soviétique à notre résolution commune restera inchangé.

Même s'il n'y a pas eu de signes positifs dernièrement, le gouvernement est déterminé à explorer toutes les possibilités pour trouver à la crise une solution pacifique où l'Iraq se conformerait aux résolutions du Conseil de sécurité. Nous demeurons pour cela constamment en contact avec les leaders de la région et d'ailleurs. Lors de mon récent voyage au Moyen-Orient, j'ai expliqué que, même si le Canada ne pouvait pas accepter l'idée de relier la crise du Golfe et le conflit israélo-arabe, nous reconnaissons qu'il faut trouver des solutions durables à tous les problèmes qui déchirent cette région. Nous avons